

**ASSOCIATION REGIONALE DES
ORGANISMES HLM DE PROVENCE - ALPES -
COTE D'AZUR ET CORSE
AR Hlm PACA & CORSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

AR Hlm PACA & CORSE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

97 avenue de la Corse
13007 MARSEILLE

**ASSOCIATION REGIONALE DES ORGANISMES HLM DE
PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR ET CORSE**
AR Hlm PACA & CORSE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
97 avenue de la Corse
13007 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ARHLM PACA ET CORSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-18 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Règles et méthodes comptables

Le préambule de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes,

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 6 mai 2025

Florence DJINGUEUZIAN
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
État exprimé en €		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 117,76	2 117,76		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	78 801,02	64 913,15	13 887,87	18 031,76
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations	58 140,00		58 140,00	58 905,00
	Créances rattachées à des participations	300,00		300,00	300,00
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
Total de l'actif immobilisé (II)		139 358,78	67 030,91	72 327,87	77 236,76
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances clients, usagers et cpt. rattachés	143 420,25		143 420,25	122 417,63
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	34 192,98		34 192,98	61 614,40
	Charges constatées d'avance				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	1 186 755,80		1 186 755,80	1 094 695,98
Total de l'actif circulant (III)		1 364 369,03		1 364 369,03	1 278 728,01
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 503 727,81	67 030,91	1 436 696,90	1 355 964,77

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres : Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Écarts de réévaluation Réserves : Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice Situation nette (sous total)		
	Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	949 399,25	929 961,63
	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés		
	Total des fonds reportés et dédiés (II)	18 327,91	18 327,91
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions (III)	91 806,52	78 777,84
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Instruments financiers à termes Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (IV)	377 163,22	328 897,39
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	1 436 696,90	1 355 964,77

Compte de résultat - Produits

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Produits d'exploitation	Cotisations	715 531,00	621 035,39
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	47 400,00	40 784,82
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	523 089,60	455 038,31
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	20 000,00	
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		3 121,36
	Utilisations des fonds dédiés		3 016,00
	Autres produits	2 150,00	1 950,00
Total des produits d'exploitation (I)		1 308 170,60	1 124 945,88
Produits financiers	Participations	27 042,07	10 734,13
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (II)		27 042,07	10 734,13
Produits exceptionnels (III)		8 851,00	1 592,01
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		1 344 063,67	1 137 272,02
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	0,00
TOTAL GENERAL		1 344 063,67	1 137 272,02

Compte de résultat - Charges

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	529 953,91	429 432,67
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	41 667,12	32 711,67
	Salaires	460 722,26	417 805,10
	Cotisations sociales	265 497,24	226 918,91
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 021,49	10 414,96
	Dotations aux provisions	13 028,68	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges		
	Total des charges d'exploitation (I)	1 320 890,70	1 117 283,31
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (II)	0,00	0,00
	Charges exceptionnelles (III)	3 735,35	992,52
	Participation des salariés aux résultats (IV)		
	Impôts sur les bénéfices (V)		
	TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	1 324 626,05	1 118 275,83
	SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	19 437,62	18 996,19
	TOTAL GENERAL	1 344 063,67	1 137 272,02

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total des ressources	0,00	0,00
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total des emplois	0,00	0,00

ANNEXE
Annexe des comptes annuels
Exercice 01/01/2024 au 31/12/2024

- 1- REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 2- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**
- 3- NOTES SUR LE BILAN ACTIF**
- 4- NOTES SUR LE BILAN PASSIF**

Préambule

Le total du bilan s'élève à : **1 436 696,90 €**

Le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de : **19 437,62 €**

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

- Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre :

L'Association a pour objet, en articulation avec les échelons fédéraux et confédéraux de l'Union sociale pour l'habitat de :

- a) Favoriser, par toute initiative, ou à titre accessoire, par des services appropriés, l'information et la formation interne des organismes adhérents, leur participation aux politiques nationale et locales de l'habitat, la coordination de leurs réflexions et activités aux plans régional, départemental ou local, et le développement de partenariats, d'ordre économique ou social, avec les institutions ou partenaires de l'habitat social.
- b) Participer aux instances de l'Union sociale pour l'habitat, par l'intermédiaire de la FNAR (Fédération Nationale des Associations Régionales HLM), à laquelle elle adhère.
L'Association Régionale est le lieu de mise en œuvre des mandats confiés par le Comité Exécutif de l'Union sociale pour l'habitat conformément à l'article 14 de ses statuts, et acceptés par le Conseil Fédéral de la FNAR.
- c) Assurer l'interface entre les organismes HLM et leurs Fédérations nationales, dans leurs domaines spécifiques d'intervention et à leur demande.
- d) Créer et assurer une représentativité HLM auprès des différentes instances des deux régions (pouvoirs publics, collectivités territoriales, organismes financiers, diverses forces vives).
- e) Etre un lieu d'étude d'analyse et de synthèse à propos des problèmes régionaux ou locaux de l'habitat ou de la construction sociale.
- f) Faire connaître l'action des organismes d'HLM de la région auprès de leurs principaux partenaires et plus généralement de l'opinion publique.
- g) Contribuer au développement international du Logement social, par la connaissance, l'échange, et la coopération avec les institutions ou organismes étrangers investis d'une mission comparable à celle de l'Union sociale pour l'habitat en France.
- h) Accomplir d'une manière plus générale tous actes, prendre toutes initiatives et mener toutes actions liées directement ou indirectement à son objet social.

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du conseil National de la Comptabilité du 17 juillet 1985 relatif au plan comptable des associations,
- du règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 Relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Evaluation des éléments d'actifs

La valeur brute des éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

- Installations générales sur 5 ans : soit au taux de 20 %
- Matériels de transport sur 4 ans : soit au taux de 25 %
- Matériel de bureau & informatique sur 3 ans : soit aux taux de 33 %
 - o (les photocopieurs sur 5 ans : soit au taux de 20 %)
- Mobilier sur 10 ans : soit au taux de 10 %
- Logiciels sur 1 an : soit au taux de 100 %

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Fonds dédiés

La partie des ressources affectées par les financeurs à des projets définis qui n'a pu être encore utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est constatée à la clôture de l'exercice en « engagements à réaliser sur ressources affectées » dans le compte de résultat ainsi qu'au passif du bilan en « fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris de poursuivre la réalisation des dits projets.

Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière que l'Association régionale devra verser au départ à la retraite de l'ensemble de ses salariés a fait l'objet d'une évaluation selon les dispositions des Conventions Collectives applicables, d'un taux de présence moyen ainsi que d'une probabilité de survie estimée selon des tables de mortalités ainsi que d'un taux d'actualisation.

2. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés

Néant

Engagements retraite

L'engagement relatif aux indemnités de fin de carrière que l'association devra verser au départ à la retraite de l'ensemble de ses salariés représente un montant de 91 806,52 € déterminé selon les hypothèses ci-après :

Age de départ volontaire à la retraite	65 ans-67ans
Taux de croissance des salaires	1 %
Taux d'actualisation	3,10 %
Taux de charges sociales	50 %
Taux de turnover faible	

Une provision figure au passif du bilan pour l'ensemble des salariés.

Dettes garanties par des sûretés réelles :

Néant

Engagements reçus

Néant

Événement postérieur à la clôture

Néant

Événement significatif

Cette année, une modification de présentation des comptes a été effectuée. Les comptes étant désormais extraits directement du logiciel de comptabilité, la présentation de la colonne N-I du bilan et du compte de résultat s'en trouve modifiée

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Analyse de la variation par poste des mouvements concernant les immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo. Incorporelles	2 117,76 €			2 117,76 €
Immo. Corporelles	72 923,42 €	5 877,60 €		78 801,02 €
Immo. Financières	59 205,00 €		765,00 €	58 440,00 €
TOTAL	134 246,18 €	5 877,60 €	765,00 €	139 358,78 €

La diminution des immobilisations financières résulte de la cession d'une part du capital d'Unilog.

Au 31/12/2024 l'AR Hlm possède 76 parts d'Unilog.

Analyse de la variation par poste des mouvements concernant les amortissements

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo. Incorporelles	2 117,76 €			2 117,76 €
Immo. Corporelles	54 891,66 €	10 021,49 €		64 913,15 €
TOTAL	57 009,42 €	10 021,49 €	0,00 €	67 030,91 €

Actif circulant**Etat des créances**

Nature	Montant brut	A l'an au +	A + d'un an
Créances usagers	143 420,25 €	143 420,25 €	- €
Adhérents	11 590,85 €	11 590,85 €	
Fédérations & partenaires	131 829,40 €	131 829,40 €	
Autres créances	34 192,98 €	34 192,98 €	- €
Autres subventions	31 250,00 €	31 250,00 €	
avances au personnel	- €	- €	
acomptes fournisseurs	2 942,98 €	2 942,98 €	
Autres	- €	- €	
TOTAL	177 613,23 €	177 613,23 €	- €

Produits à recevoir

Nature	Montant brut
Subvention à recevoir	
Toulon Provence Metropole	11 250,00 €
Aix Marseille Provence	20 000,00 €
TOTAL	31 250,00 €

Charges constatées d'avanceNéant

Disponibilités

Caisse d'Epargne compte courant	103 086,44 €
Caisse d'Epargne Livret A	78 753,75 €
Caisse d'Epargne Livret Associatis	200 237,50 €
Compte à terme	800 000,00 €
Intérêts courus à recevoir	4 678,11 €
TOTAL	1 186 755,80 €

I. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Variation des Fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves					
Report à nouveau	910 965,44	18 996,19			929 961,63
Excédent ou déficit de l'exercice	18 996,19	- 18 996,19	19 437,62		19 437,62
Situation nette	929 961,63 €	0,00 €	19 437,62 €	0,00 €	949 399,25 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements					
Provision réglementées					
TOTAL	929 961,63 €	0,00 €	19 437,62 €	0,00 €	949 399,25 €

Les provisions

	Au 01/01/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
Provisions pour risques et charges *	78 777,84 €	13 028,68 €		91 806,52 €
Provisions créances douteuses				- €

* provisions pour indemnité de départ à la retraite (IDR)

Les Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la cloture	
			Montant global	Dont remb,		Montant global	Dont fonds dédié correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
Actions 2014 : Jardins Familiaux	9 327,91					9 327,91	
Actions 2022 : Précarité énergétique	9 000,00					9 000,00	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	18 327,91	-	-	-	-	18 327,91	-

Etat des dettes

	Montant brut	- 1 an	+ 1an -5 ans	+ 5 ans
Etablissement de crédit				
Clients acomptes reçus		- €		
Fournisseurs	140 029,84 €	140 029,84 €		
Partenaires	- €	- €		
Dettes fiscales et sociales	185 382,56 €	185 382,56 €		
Autres dettes actions régionales	14 250,82 €	14 250,82 €		
	339 663,22 €	339 663,22 €	- €	- €

Charges à payer

Nature	Montant brut
Dettes provisionnées pour congés à payer et CET	65 092,00 €
Charges sociales pour dettes congés à payer et CET	32 858,00 €
Charges fiscales pour dettes congés à payer et CET	4 817,00 €
TOTAL	102 767,00 €

Produits constatés d'avance

Nature	Montant brut
Enedis	500,00 €
GrDF	9 000,00 €
Banque des Territoires	10 000,00 €
EPF	10 000,00 €
Action Logement	8 000,00 €
TOTAL	37 500,00 €

Financements obtenus sur l'exercice

	USH / FNAR / ESH	CEPAC / BQUE POSTALE	AMP / TPM / NCA / CASA	DREAL/EPF/ CDC/AL/EDF	TOTAL
Prestations de services			10 000,00 €		10 000,00 €
Subventions d'exploitation	316 098,00 €	25 000,00 €	86 000,00 €	95 991,60 €	523 089,60 €
Contributions financières				20 000,00 €	20 000,00 €
TOTAL	316 098,00 €	25 000,00 €	96 000,00 €	115 991,60 €	553 089,60 €